



Comptes Économiques
Rapides pour l'Outre-mer

Insee
Mesurer pour comprendre

IEDOM
BANQUE DE FRANCE-EUROSISTÈME
EN OUTRE-MER

AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Comptes économiques rapides de la Guadeloupe en 2025 La hausse de la consommation des ménages atténuée le repli de l'activité

En 2025, l'économie guadeloupéenne recule de 0,5 % en volume, après le rebond observé en 2024. Cette baisse intervient dans un contexte de recul démographique et d'essoufflement de certains leviers de l'activité. La baisse des dépenses touristiques entraîne un repli des exportations, malgré une fréquentation aérienne et de croisiéristes en hausse. Dans le même temps, le ralentissement de l'inflation, tiré par la baisse des prix de l'énergie, atténue les pressions sur le pouvoir d'achat et soutient la consommation des ménages, principal moteur de la croissance. Toutefois, cette consommation reste fragile, marquée par une hausse du recours au crédit. La consommation publique stagne. Enfin, l'investissement poursuit son recul : la commande publique connaît une baisse marquée, entraînant des difficultés dans le secteur de la construction, et n'est pas compensée par l'investissement privé dont la croissance faiblit.

En 2025, le Produit intérieur brut (PIB) de la Guadeloupe diminue de 0,5 % en volume, après un rebond de 1,7 %¹ en 2024 (figure 1). Ce repli contraste avec le ralentissement de la croissance observé en France (+0,8 % après +1,5 % en 2024) (figure 2) [références bibliographiques (1), 2026].

1. Le PIB et ses principales composantes (en %)

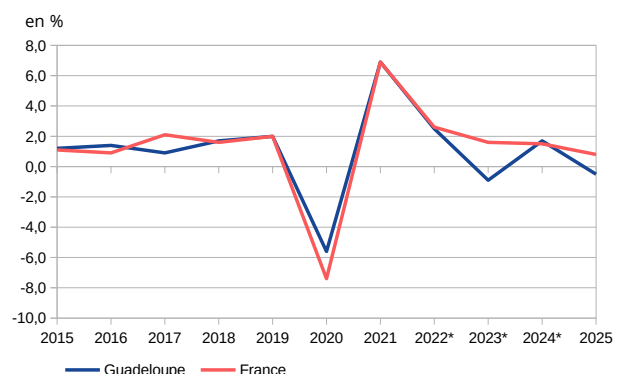
Composante du PIB en 2025	Évolution en volume aux prix de l'année précédente	PIB (en millions d'euros courants)	Évolution des prix	Évolution en valeur	Contribution à la croissance (en points)
Produit intérieur brut	-0,5	11 295	1,3	0,8	-0,5
Consommation des ménages	1,2	7 242	0,9	2,1	0,7
Consommation des administrations publiques	-0,1	5 120	1,5	1,4	-0,1
Investissement	-1,8	1 969	1,3	-0,5	-0,3
Imports de biens et services	-1,1	4 395	0,8	-0,4	0,4
Exports de biens et services	-5,7	1 540	0,9	-4,9	-0,8
Variations de stocks	nd	-181	nd	nd	-0,4

nd : non disponible

Lecture : En 2025, le PIB de la Guadeloupe diminue de 0,5 % en volume (hors effet prix) par rapport à 2024.

Sources : Cerom, Comptes rapides.

2. Taux de croissance du PIB en volume (en %)



* chiffres révisés en 2026

Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

La baisse de la croissance se traduit par une baisse du PIB par habitant en Guadeloupe, malgré le repli démographique dans lequel s'inscrit la région. Depuis 2015, la population diminue de 0,4 % en moyenne par an. En 2025 le PIB par habitant recule de 0,3 % en volume par rapport à 2024 et

¹ Chiffre révisé en 2026.

atteint 29 500 euros. À titre de comparaison, le PIB par habitant est de 31 000 euros en Martinique, 18 500 euros en Guyane et 43 400 euros au niveau national.

Le faible niveau des dépenses touristiques pèse sur les exportations

En 2025, les exportations de biens et de services diminuent de 5,7 % en volume (figure 3). Leur baisse est principalement imputable à la diminution des dépenses touristiques (-6,7 % en volume) qui marquent un repli, après la hausse exceptionnelle enregistrée en 2024 (+18,5 %). Les indicateurs du tourisme restent toutefois positifs. Avec une offre aérienne en évolution, l'aéroport Guadeloupe Maryse Condé enregistre une hausse de fréquentation de 1,8 %, atteignant 2,1 millions de passagers, soutenant ainsi les exportations de services de transport [références bibliographiques (2), 2026]. De même, le nombre de croisiéristes augmente de 3,1 % pour s'établir à 336 300 passagers, grâce à l'accueil de navires de plus grande capacité et malgré un recul du nombre d'escales. Cependant, la fréquentation hôtelière diminue (-9,5 %), dans un contexte où les modes d'hébergement évoluent vers une plus grande fréquentation des hébergements locatifs entre particuliers [références bibliographiques (3), 2025].

Le recul des exportations de biens est atténué par le secteur agricole

Les exportations de biens, hors produit pétroliers, diminuent de 4,7 % en volume. Cette baisse est particulièrement marquée dans l'industrie, avec des diminutions en volume de 4,8 % pour le sucre et le rhum, de 16,9 % pour les autres produits agro-alimentaires et de 5,6 % pour les autres biens manufacturés. À l'inverse, les exportations agricoles progressent, avec une hausse de 2,2 % en volume pour la banane et de 4,4 % pour les autres produits agricoles.

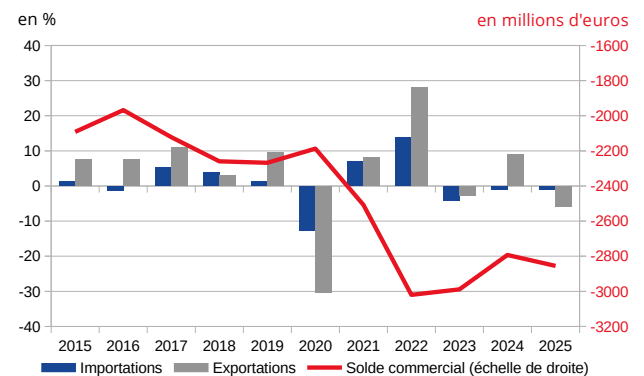
Les importations reculent malgré la hausse des produits agroalimentaires

Les importations de biens et de services diminuent de 1,1 % en volume. Cette diminution est particulièrement marquée pour les produits pétroliers (-14,5 %), en lien avec la chute de ceux réexpédiés vers la Guyane (-29,5 %), la Guadeloupe servant de plateforme de transit pour une partie des flux à destination de la Guyane.

Hors produits pétroliers, les importations augmentent en revanche de 1,4 % en volume, portées par la hausse des produits agroalimentaires (+7,6 %), et dans une moindre mesure des autres biens manufacturés (+0,6 %) qui regroupent une très grande variété de produits comme du matériel informatique ou des véhicules par exemple.

Au final, le déficit commercial de la Guadeloupe se creuse de plus de 60 millions d'euros en 2025, avec une diminution des exportations de biens et services en valeur plus importante que celle des importations.

3. Évolution des importations et des exportations en volume (en %) et solde commercial en valeur (en millions d'euros)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

L'inflation ralentit fortement sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie

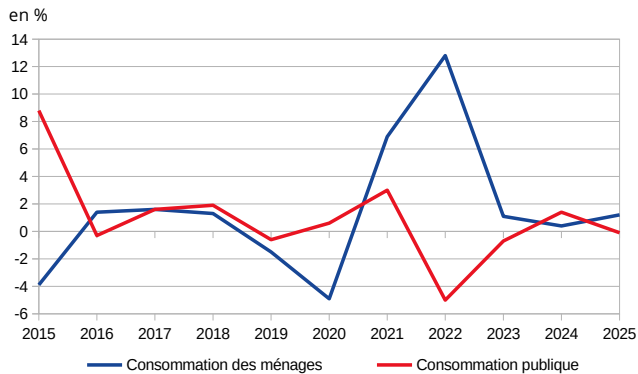
En 2025, l'inflation ralentit en Guadeloupe : les prix à la consommation augmentent en moyenne de 1,3 %, un rythme moins soutenu qu'en 2024 (+2,6 %). Elle reste toutefois supérieure à la moyenne nationale (+0,9 %). Ce ralentissement s'explique principalement par la baisse des prix de l'énergie (-4,6 % en 2025 après +6,9 % en 2024) dans un contexte d'apaisement des tensions sur ce marché après plusieurs années de fortes hausses entre 2021 et 2024. Cette baisse contribue à réduire l'inflation de 0,4 point, sous l'effet du recul des tarifs de l'électricité, les produits pétroliers ayant un impact limité. Les prix de l'alimentation progressent moins vite en 2025 (+2,2 % contre 3,4 % en 2024), tout en restant le deuxième contributeur à l'inflation (+0,3 point). En revanche, les prix des services accélèrent (+3,1 % contre +2,8 % en 2024) et constituent le principal moteur de la hausse des prix (+1,4 point), tirés par les services du quotidien : assurances, services financiers, soins personnels (+4,2 %). Les prix des produits manufacturés restent stables, participant à la modération de l'inflation.

La consommation des ménages constitue le principal moteur de la croissance

Le ralentissement de l'inflation atténue les pressions sur le pouvoir d'achat. Ainsi, la consommation des ménages augmente de 1,2 % en 2025, contribuant à hauteur de 0,7 point à la croissance (figure 4). Cependant, dans un contexte de baisse de l'emploi salarié (-0,6 %), les ménages adaptent leur comportement : les achats de biens durables reculent (-7,7 % en valeur), tandis que les dépenses du quotidien restent dynamiques (+5,8 % en valeur pour les biens non-durables). Le recours au crédit augmente fortement (+6,3 %, après +3,1 % en 2024), en dépit d'un taux moyen de crédit à la consommation historiquement élevé (7,41 %), suggérant que les ménages s'endettent pour maintenir leur consommation courante et reportent les achats coûteux. Cette tension financière se reflète dans la hausse des situations de fragilité : le nombre de dossiers de

surendettement déposés atteint un niveau record (817, soit +23,4 % sur un an), confirmant une augmentation des difficultés financières pour une partie des ménages [références bibliographiques (4), 2026].

4. Évolution de la consommation des ménages et des administrations en volume (en %)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

La consommation publique stagne, entre baisse dans l'éducation et hausse dans la santé

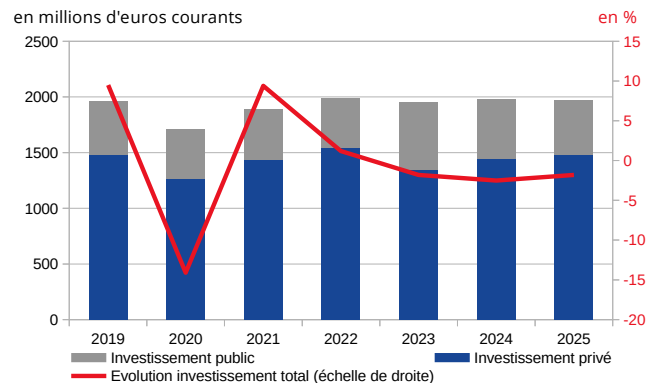
Après une croissance de 1,3 % en volume l'année précédente, la consommation publique stagne en Guadeloupe en 2025 (-0,1 %). Derrière cette stabilité, les évolutions sectorielles sont contrastées : les dépenses diminuent en volume dans l'administration (-1,4 %) et l'enseignement (-1,7 %), en lien avec la réduction des effectifs salariés dans l'éducation (-2,3 %), elle-même associée à la diminution du nombre d'élèves. À l'inverse, la hausse des dépenses de consommation dans la santé (+1,1 % en volume) est portée par la progression des effectifs (+0,8 %), en réponse au vieillissement de la population et à la demande accrue en soins et en personnel soignant.

L'investissement continue de se contracter

En 2025, l'investissement diminue pour la troisième année consécutive (-1,8 % en volume) (figure 5). Ce recul est principalement tiré par la baisse des dépenses publiques pour la deuxième année consécutive (-9,1 % en valeur après -11,4 % en 2024). À l'inverse, l'investissement privé augmente (+2,7 % en valeur), mais à un rythme bien inférieur à 2024 (+7,2 % en valeur). Les encours de crédits à l'investissement suivent la même tendance (+3,6 % contre +11,8 % en 2024).

La baisse de l'investissement est particulièrement marquée dans la construction (-4,2 % en volume). Elle s'accompagne d'un recul de l'emploi salarié dans le secteur (-5,2 %). L'activité subit en particulier un ralentissement de la commande publique, avec des appels d'offres publiés en retrait et un taux d'attribution qui reste faible. En outre, le recul de l'investissement privé dans le logement, attesté par la baisse du nombre de permis de construire délivrés (-19,7 %), freine également l'activité du secteur.

5. Montant des investissements privé et public (en millions d'euros) et évolution de l'investissement total en volume (en %)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

Définitions

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'**évolution en volume ou en « euros constants »** permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la croissance de l'économie.

L'**évolution du prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'**évolution globale** (volume et prix) fournit l'évolution du PIB en valeur.

Les **importations**, qui par définition ne sont pas produites sur le territoire, sont comptabilisées en négatif dans le calcul du PIB.

Les **dépenses touristiques** sont comptabilisées en exportations et hors billets d'avion.

Méthodologie

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produits par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Iedom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision à chaque campagne jusqu'à ce que la totalité des données de l'année soient connues.

Les comptes économiques sont en « base 2020 »

Depuis 2024, les comptes économiques sont réalisés en base 2020. Les changements de base sont opérés régulièrement afin de tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie. La base 2014 intègre les modifications conceptuelles et méthodologiques introduites par la mise à jour du Système européen des comptes paru en 2010 (SEC 2010). En particulier, le champ des dépenses comptabilisées en investissements est élargi pour inclure les dépenses en recherche et développement, ainsi que les systèmes d'armes. Le trafic de stupéfiants et la production de la banque centrale sont également pris en compte. La base 2020 n'intègre pas de changement conceptuel pour les départements des Antilles-Guyane mais corrige certaines méthodes et apporte des améliorations qualitatives telles que la refonte du traitement des données comptables des entreprises.

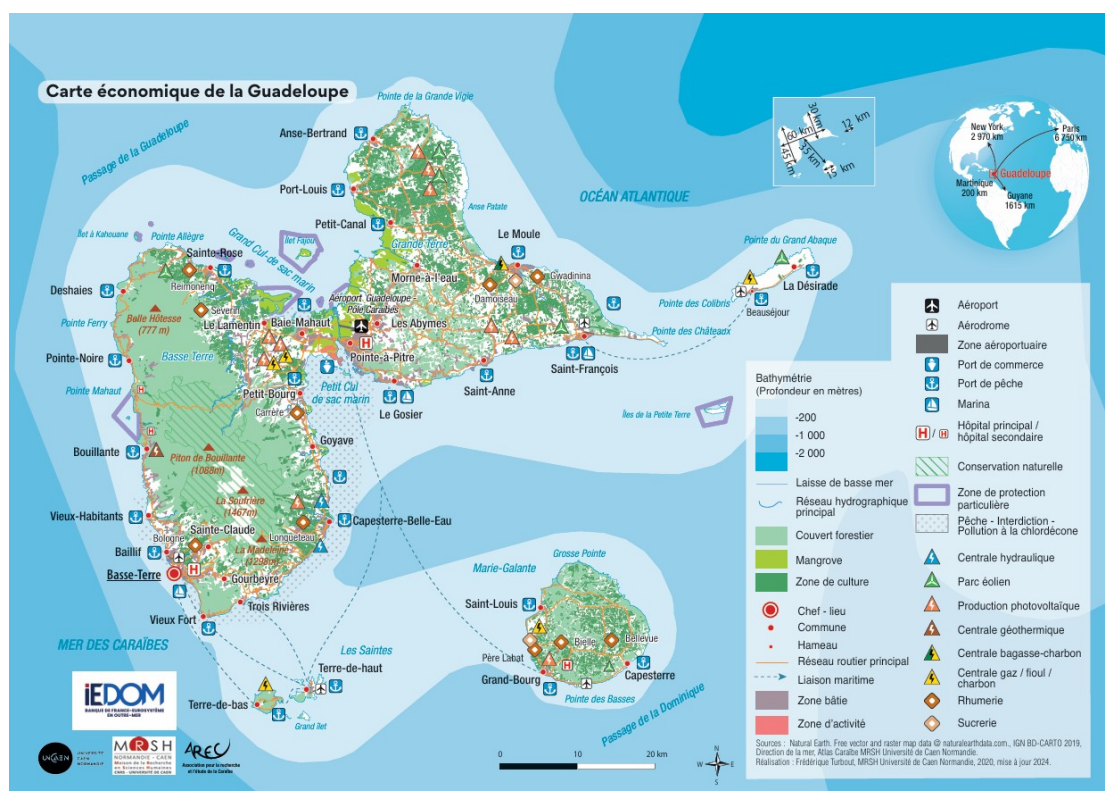
Les indicateurs présentés sont issus de comptes régionaux annuels définitifs jusqu'en 2021, provisoires pour 2022, puis d'estimations issues du modèle Tablo pour les années 2023 à 2025.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie

Le modèle Tablo utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Aux Antilles-Guyane, ce modèle est construit avec 24 branches et 24 produits. Le modèle s'appuie sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la comptabilité nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Références bibliographiques

- (1) Equienta J., Héam J.-C., Meinzel P. (Insee), « [Les comptes de la Nation en 2025 : Le PIB ralentit et le pouvoir d'achat des ménages se replie](#) », Insee Références avril 2026.
- (2) Chieze Devivier V., Clotail C., Mouty P., Raffy G. (Insee), « [En 2025, la conjoncture économique se dégrade en Guadeloupe](#) », Insee Conjoncture Guadeloupe N°39, avril 2026.
- (3) (Atout France), « [Les destinations d'outre-mer - Chiffres clés](#) », Chiffres-clés 2025.
- (4) Candalen C., Chauderac V., Combet T., Shitalou A., Soukai J. (Iedom), « [Stabilisation avant de nouveaux relais de croissance ?](#) », Synthèse annuelle 2025, avril 2026.



Partenariat

Le partenariat pour les Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer (Cerom) réunit, depuis 2004, les Instituts d'émission (IEDOM-IEOM), l'Agence française de développement (AFD), et les instituts de statistique intervenant dans les Départements et Collectivités d'Outre-mer : l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) pour les DROM, l'ISÉE pour la Nouvelle-Calédonie et l'ISPF pour la Polynésie française. Il a pour objectifs l'élaboration des comptes rapides, la modélisation de l'évolution des économies et la publication d'analyses macro-économiques ou thématiques sur les départements et collectivités d'Outre-mer.

Pour en savoir plus

« [Les comptes économiques de la Guadeloupe](#) » consultables sur les sites du CEROM et de l'Insee.

« [En 2024, le tourisme dynamise l'activité en Guadeloupe](#) », Insee Analyses Guadeloupe N°87 septembre 2025.

« [En 2021, la reprise économique est portée par la consommation des ménages et l'investissement en Guadeloupe](#) », Insee Flash Guadeloupe N°231, février 2026.

« [Rapport annuel économique de la Guadeloupe 2025](#) », consultable sur le site de l'Idedom.



Directeur de la publication : Patrick Hernandez (Insee)

Rédaction en chef : Bénédicte Chanteur (Insee)

Rédacteur : Solène Berose (Insee)

Éditeur : Cerom

Achévé de rédiger en juillet 2026

Dépôt légal : juillet 2026 – ISSN 2114-0456